

Gabon Bongo se met au vert



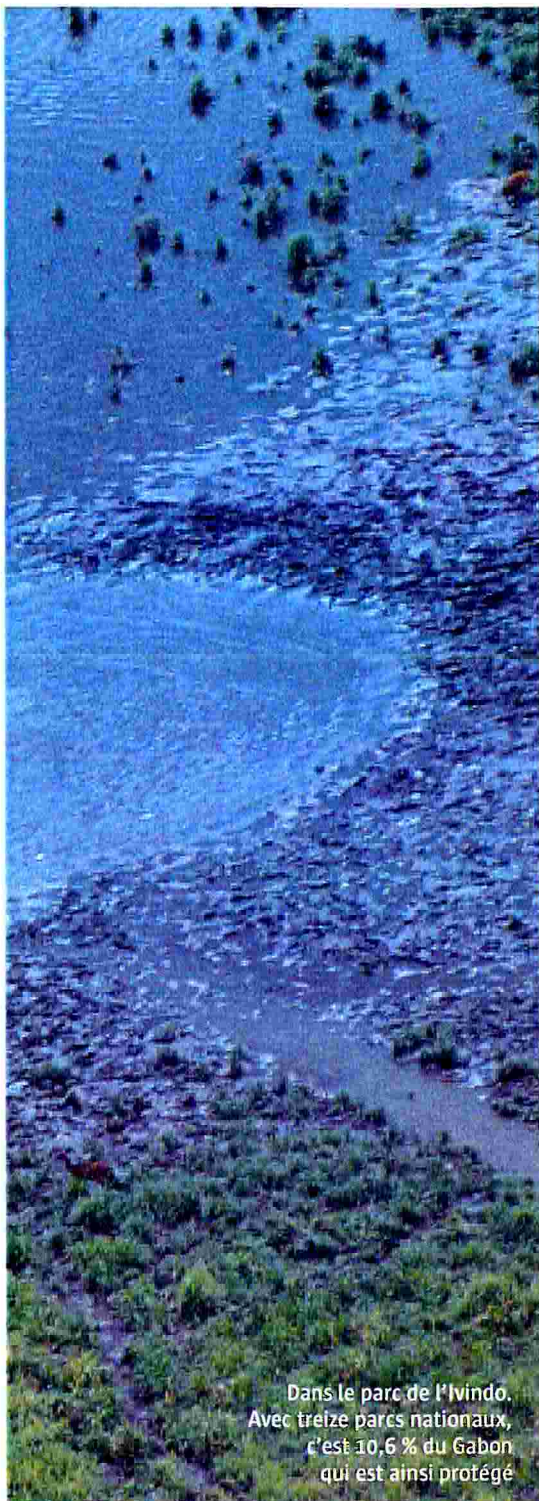
Treize parcs nationaux !
Récemment converti à
l'écologie, le président
gabonais transforme
son pays. Et joue
la carte du tourisme
de luxe pour
financer ses projets ■

PAR FRÉDÉRIC LEWINO

La scène est surréaliste. Elle se déroule en mai 2002 dans la suite d'un palace new-yorkais. Le président du Gabon, Omar Bongo, accueille chaleureusement un écolo-aventurier américain de retour d'une expédition pédestre de 3200 kilomètres en forêt équatoriale africaine. Mike Fay raconte à son hôte comment, durant 456 jours, guidé par des pygmées et accompagné d'un photographe du magazine *National Geographic*, il a effectué des rencontres fabuleuses de gorilles, d'éléphants, de chimpanzés, de guépards... Il révèle au président que son pays, malgré l'exploitation forestière et la chasse pour la viande de

brousse, recèle encore des sanctuaires sauvages méritant une protection immédiate.

Bongo est fasciné par le récit et les photos de cet Indiana Jones vert. A 67 ans, il découvre enfin la véritable nature de son pays. La vision de la Sainte Vierge volant dans le ciel new-yorkais ne l'aurait pas davantage étonné. Au point qu'il se tourne vers son ministre des Affaires étrangères pour lui lancer : « *Mais pourquoi n'ai-je pas été informé des richesses de mon pays ?* » Véridique. Grâce à Mike Fay, il comprend enfin que l'exploitation touristique de ces merveilles pourrait prendre le relais du pétrole dans une



Dans le parc de l'Ivindo. Avec treize parcs nationaux, c'est 10,6 % du Gabon qui est ainsi protégé

seau!» s'amuse ce biologiste de 39 ans dans son bureau de fortune installé dans le parc de la Lopé, au centre du pays. Au cours de l'été 2002, son équipe, composée d'une vingtaine de scientifiques expatriés, dont l'archéologue français Richard Oslisly, et d'une centaine de Gabonais, met les bouchées doubles pour répondre à l'ordre présidentiel. Certains sillonnent la forêt, tandis que d'autres compilent les nombreuses études déjà consacrées à la faune et à la flore. Fin août, Lee White peut présenter treize sites exceptionnels à Bongo, qui s'empresse de les faire classer comme parcs nationaux. Il en fait glorieusement l'annonce lors du Sommet mondial du développement durable à Johannesburg, en 2002.

La manne des pays riches

Parmi les plus riches, voici le parc de Loango (1550 km²), bordant l'océan, unique pour ses éléphants et ses hippopotames amateurs de bains de pattes dans les vagues. Voici encore, au centre du pays, Ivindo (3000 km²), qui abrite la population d'éléphants la plus sauvage d'Afrique, et Lopé (4970 km²), royaume des singes mandrills, fréquenté il y a déjà quatre cent mille ans par les hommes préhistoriques. Voici, enfin, les Monts-de-Cristal (1200 km²), possédant la plus grande variété floristique des forêts africaines. Au total, c'est 10,6 % du pays qui est ainsi protégé, plaçant le Gabon dans le peloton de tête des pays protecteurs!

Dans la foulée des parcs, Bongo installe le Conseil national des parcs nationaux (CNPN), chargé de créer l'administration ad hoc et d'instaurer un écotourisme suffisamment important pour les financer. Cet objectif est loin d'être évident, car leur surveillance et l'inventaire de leur richesse coûtera au moins 15 millions de dollars par an! Une fortune pour le gouvernement gabonais, qui n'est décidé à en apporter que 2. «Après tout, nous offrons déjà 10 % de notre pays au monde, cela suffit!» aurait dit Bongo. Heureusement, les pays riches se bousculent pour offrir la perfusion financière nécessaire durant les premières années. L'Europe, la Grande-Bretagne, la France, le Japon

sont au chevet de la forêt équatoriale depuis longtemps. Le 4 février, Jacques Chirac présidera le sommet de Brazzaville portant sur la gestion des forêts du bassin du Congo. Lancé en 1992, le programme Ecofac de l'Union européenne a déjà déversé 62 millions d'euros et vient d'en voter 32 supplémentaires (dont 10 % pour le Gabon). L'aide de la France (Agence française du développement, Fonds français pour l'environnement mondial) se monte à plus de 40 millions d'euros. Les Américains, sensibilisés par le reportage de Mike Fay publié dans *National Geographic*, ont décidé à leur tour d'ouvrir le robinet à dollars. Lors d'un bref séjour au Gabon, Colin Powell a promis 53 millions de dollars pour la conservation de la biodiversité en Afrique centrale, dont les deux tiers rien que pour le Gabon. Cette subite générosité de Bush n'a bien sûr rien à voir avec la présence du quart des réserves



mondiales de pétrole dans cette région du monde. La WCS, le WWF et d'autres associations américaines promettent de doubler l'aide de leur gouvernement.

Cette manne providentielle des bailleurs de fonds n'aura qu'un temps. C'est pour cela qu'il faut développer un tourisme de nature – l'écotourisme – de luxe: peu de visiteurs rapportant beaucoup de devises. De nombreux pays du tiers-monde, comme le Costa Rica, se sont lancés sur cette piste, mais aucun n'est encore parvenu à ses fins. Le fleuve de devises se perd dans de nombreuses poches avant d'arroser trop modestement la nature. Pourtant, au Gabon, un homme croit avoir in-

► venté la recette magique. C'est un Néerlandais de 44 ans, déjà propriétaire d'un *ecolodge* dans le parc de Loango. Encore un personnage hors norme. Ressemblant à un Tintin un peu flapi, Rombout Swanborn a fait fortune avec un procédé de séparation de l'eau et du pétrole utilisé sur les plates-formes offshore.

Voilà quatre ans, il décide de partir sur les traces de son enfance gabonaise. Son père était un haut cadre de Shell-Gabon. Il débarque donc à Libre-



Gorilles dans le parc de Loango

ville, non pas flanqué d'une valise Vuitton, mais équipé d'un sac à dos. La dégradation de l'environnement l'effraie. « Il fallait que je fasse quelque chose, que je trouve une activité économique capable de me rapporter de l'argent et en même temps de financer la conservation. Il n'y avait que le tourisme de luxe pour cela », confie-t-il sur la terrasse de son *lodge* qui surplombe la lagune d'Iguéla. Rombout invente alors un nouveau concept : la prise en charge totale du parc national par un opérateur privé associé à une organisation verte. En l'an 2000, il contacte le WWF (Fonds mondial pour la nature), qui refuse ce mariage de la carpe et du lapin. En revanche, la WCS et Mike Fay, rencontrés à New York, sont enthousias-

tes. L'opération Loango est lancée.

Aujourd'hui, Rombout a investi 5 millions de dollars pour construire son premier *ecolodge*, pour acquérir deux avions affectés au transport de ses clients et pour fonder une entreprise de construction. Car il ne compte pas en rester là. Non seulement il s'appête à bâtir un deuxième *ecolodge* à Loango, mais il rêve déjà de demander au CNPN trois autres parcs en gestion. Il assure la formation des écoguides et finance un centre de recherche qu'il a fait bâtir à côté du *lodge*. « Chaque année, je compte investir 200 000 dollars dans des projets scientifiques pilotés par la WCS », confie-t-il. C'est ainsi que, depuis l'ouverture de l'opération Loango, des cétologues sont venus identifier les baleines à bosse qui croisent au large du parc, des biologistes ont posé des colliers GPS sur six éléphants pour suivre leurs déplacements ; d'autres chercheurs étudient les tortues luths venant pondre sur les plages ou encore les crocodiles. Les gorilles font également l'objet de plusieurs travaux menés par les Néerlandais et les Allemands. Le botaniste gabonais Jean-Claude Mouandza sillonne le parc pour prélever des échantillons envoyés aux muséums européens et américains.

Trois cents euros par jour

En échange du gîte et du couvert, Swanborn demande aux scientifiques d'emmener les touristes en forêt, dans la lagune ou même en mer quand il s'agit des baleines. Ce privilège est, bien sûr, payé très cher. A Loango, les écotouristes déboursent 300 euros par jour ! « Avec 11 000 nuitées par an, je pense équilibrer mes comptes, financer la recherche et la conservation du parc, et donner du travail à cinq cents Gabonais. », explique Swanborn. Reste au Néerlandais à convaincre les tour-opérateurs de lui envoyer des touristes fortunés. La partie est loin d'être jouée. Combien de rêves généreux effectués dans le confort d'un bureau se sont-ils enlisés dans les terres africaines ?

Observant au loin une famille d'hippos en train de prendre son bain du soir, Rombout et Lee White trinquent ensemble à leur association. Pendant ce temps, Mike Fay est en train d'accomplir une nouvelle expédition baptisée Megatransect 2. Cette fois-ci, il remonte tout le continent noir, du sud au nord, pour photographier la plupart des parcs nationaux. L'Afrique reste le royaume des aventuriers ■



Eponges tubulaires en Guadeloupe

Ecologie Coupable donneur de leçons

En matière de gouvernance écologique, la France est toujours la première à faire la leçon au monde, alors que son propre comportement est très loin d'être inattaquable. Le colloque « Biodiversité : sciences et gouvernance », qui se tient ces jours-ci à l'Unesco à l'initiative de Jacques Chirac, en est une nouvelle preuve.

Grâce aux DOM-TOM, la France possède l'un des plus beaux patrimoines écologiques existants. Pourtant, elle en est peu digne, car, selon la liste rouge de IUCN (Union mondiale pour la nature), la France est au 4^e rang mondial pour les espèces animales menacées et au 9^e pour les plantes. Suivant les îles, entre 10 et 80 % de nos massifs coralliens sont endommagés.

Peu d'espaces protégés

En métropole, la situation n'est guère plus brillante : seulement 1,2 % de la superficie est protégée par un parc national ou une réserve.

Notre pays est également le premier importateur européen de bois tropical africain. Au cours des années 1990, nous avons fait venir 800 000 oiseaux, 630 000 invertébrés, 200 000 reptiles, 29 000 mammifères et 4 000 amphibiens protégés par la Convention de Washington (Cites). Honte suprême, Bruxelles vient de rappeler qu'à l'école européenne nous sommes les cancre de la classe verte ■

